

350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

30 septembre 2015

GABRIELLE LOPEZ
DIRECTRICE PAR INTÉRIM
RESDAC
205-235, CHEMIN MONTRÉAL
OTTAWA (ONTARIO) K1L 6C7

September 30 2015

GABRIELLE LOPEZ INTERIMEXECUTIVE DIRECTOR RESDAC 205-235 MONTRÉAL ROAD OTTAWA, ONTARIO K1L 6C7

Dear Ms. Lopez,

Enclosed, please find the Liberal Party of Canada's formal response to your questionnaire.

For more information on the Liberal Party of Canada's vision for Canada, please take a moment to review our policies online at RealChange.ca. This site provides details on a Liberal government's policies, goals, and priorities.

On behalf of our Leader, Justin Trudeau, and the entire Liberal team, thank you for writing to identify the major concerns of your membership.

We appreciate your interest in the Liberal Party of Canada's policies as they relate to the issues which affect you.

Sincerely,

Anna Gainey, President Liberal Party of Canada

\*\*\*\*

Chère Mme. Lopez,

Veuillez trouver ci-joint la réponse formelle du Parti libéral du Canada à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de la vision que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter nos politiques en ligne à ChangeRensemble.ca. Ce site présente des détails sur les politiques, les objectifs et les priorités d'un gouvernement libéral.

Au nom de notre chef, Justin Trudeau, et de son équipe toute entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres.

Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Anna Gainey, Présidente Parti libéral du Canada





350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

[ENGLISH FOLLOWS THE FRENCH]

## RESDAC: Le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences

1. Quels sont vos engagements en matière d'alphabétisation des adultes et de développement des compétences?

Il est essentiel que les Canadiennes et les Canadiens puissent améliorer leurs compétences et acquérir de l'expérience professionnelle pour que les besoins de notre économie moderne soient comblés et que la classe moyenne puisse décrocher des emplois bien payés. En investissant dans la formation professionnelle pour la population active du Canada, les libéraux ne font pas que corriger les erreurs de cette dernière décennie – ils s'assurent de bâtir un pays où tous ont une vraie chance de réussir. Les Canadiennes et les Canadiens méritent la chance d'améliorer leur sort et celui de leurs familles et un gouvernement libéral collaborera avec les provinces et les territoires pour s'assurer qu'ils possèdent les capacités de lecture et d'écriture, ainsi que d'autres compétences, qui leur permettront de réussir.

Un gouvernement libéral accroîtra les investissements dans les formations axées sur les compétences grâce à une hausse annuelle de 750 millions de dollars dans les programmes de formation qui sont offerts en partenariat avec les provinces et territoires. Ces programmes comprendront :

- Une augmentation annuelle de 500 millions de dollars du financement des ententes sur le développement du marché du travail conclues avec les provinces.
- Une augmentation annuelle de 200 millions de dollars du financement des provinces et territoires pour former les travailleuses et travailleurs qui ne sont actuellement pas admissibles aux formations financées par le fédéral. Cela annulera les coupes faites par Stephen Harper en 2014 dans les ententes sur le marché du travail, qui visaient à aider les Canadiennes et les Canadiens en dehors du marché du travail à obtenir les compétences de base en matière de lecture et de calcul pour avoir la chance de trouver un emploi décent.
- Un gouvernement libéral reconduira et accroîtra de 50 millions de dollars le financement accordé à la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA). Cette stratégie préconisera une approche de nation à nation fondée sur les différences et fournira aux communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis les programmes et les services qui reconnaissent leurs réalités uniques.

En outre, nous investirons 25 millions de dollars par année dans des installations de formation, grâce à l'établissement de partenariats avec des organisations syndicales de façon à ce que plus d'installations aient les équipements nécessaires pour former des travailleuses et travailleurs partout au pays.

2. Prenez-vous l'engagement d'assumer un leadership fort et positif en faveur de l'alphabétisation, dans le respect de la juridiction fédérale? Et si oui, comment ce leadership se traduira-t-il?

En réalité, au 21e siècle, c'est l'alphabétisation qui crée les possibilités. Voilà pourquoi le gouvernement fédéral se doit d'adopter un rôle de leadership quant aux stratégies d'amélioration du taux d'alphabétisation. Bien que les agences locales et les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones soient les mieux placés pour dispenser les programmes dans ce domaine, un gouvernement libéral offrira son appui. Nous rehausserons de 200 millions de dollars par an le financement des provinces et territoires pour aider les Canadiennes et les Canadiens en dehors du marché du travail à obtenir les compétences de base en matière de lecture et de calcul pour avoir la chance de trouver un emploi décent. Nous relancerons aussi le dialogue dans les domaines de compétence fédérale, comme les programmes d'éducation et d'alphabétisation des communautés autochtones.



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

3. Votre parti s'engage-t-il à adopter des moyens assurant le respect des obligations constitutionnelles concernant les droits linguistiques pour les Canadiennes et les Canadiens francophones vivant en situation minoritaire? Si vous le souhaitez, illustrez ces engagements.

La construction du Canada s'est fondée sur l'idée que les francophones sont chez eux dans ce pays, peu importe la province dans laquelle ils résident. C'est en grande partie grâce à notre dualité que sommes devenus une société ou des gens de diverses cultures, origines et religions peuvent s'installer ici et se sentir chez eux. Un gouvernement libéral agira de façon à sauvegarder et promouvoir nos deux langues officielles, car elles sont les pierres angulaires de notre identité. C'est avec fermeté que nous affirmons que les Canadiens ont le droit d'utiliser la langue officielle de leur choix. Un gouvernement libéral prendra l'engagement indéfectible de veiller à ce que les services offerts par le gouvernement fédéral soient tout à fait conformes à la Loi sur les langues officielles. Nous nous assurerons également que les juges nommés à la Cour suprême maîtrisent les deux langues officielles à un niveau fonctionnel.

En outre, un gouvernement libéral cherchera des occasions de promouvoir la langue et la culture françaises, que ce soit au Québec, auprès des francophones ou dans les communautés de langue française du pays tout entier. CBC/Radio-Canada est, quant à elle, une institution nationale vitale qui rassemble la population canadienne et défend nos deux langues officielles tout en soutenant notre culture commune. Notre diffuseur public est le reflet des communautés minoritaires, ainsi qu'une voix essentielle dans tout le pays. Le gouvernement de M. Harper a retranché 115 millions de dollars du budget annuel de CBC/Radio-Canada, mettant en péril la capacité de notre diffuseur public de remplir son mandat. Nous ferons un nouvel investissement annuel de 150 millions de dollars dans CBC/Radio-Canada, un engagement qui annule les compressions budgétaires de M. Harper et va encore plus loin pour veiller à ce que notre diffuseur national puisse prospérer dans l'environnement médiatique d'aujourd'hui. Nous collaborerons avec CBC/Radio-Canada et consulterons le milieu culturel canadien au sujet d'un nouveau plan stratégique qui incorporera ce renouvellement de financement.

4. Étes-vous prêts à financer une infrastructure stable qui permettra de répondre aux fonctions d'information, d'innovation, de recherche et de partage d'expertise dans le domaine de l'alphabétisation et du développement des compétences?

Les libéraux comprennent le rôle fondamental que jouent les organismes de bienfaisance et à but non lucratif à la fois dans l'élaboration des politiques et la prestation de programmes à l'intention des Canadiennes et des Canadiens. Le Parti libéral du Canada s'est engagé à renouveler le partenariat du gouvernement fédéral avec la société civile.

Un gouvernement libéral collaborera également avec les organismes non gouvernementaux, et notamment avec les prestataires de services d'éducation pour adultes et les chercheurs, pour trouver des moyens plus efficaces d'assurer le financement du travail important qu'ils accomplissent. Notre parti comprend que nous devons améliorer les mécanismes d'attribution du financement pour appuyer les organismes à but non lucratif, à la fois pour rendre des comptes et pour fournir un financement adéquat, prévisible et stable.

Je vous invite à consulter notre site Web changerensemble.ca dans les jours à venir pour obtenir de plus amples renseignements.

5. Êtes-vous d'accord d'intégrer l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles dans les politiques sectorielles où ils peuvent jouer un rôle, telles les politiques d'emploi, liées aux autochtones, dans le domaine de la santé, de l'environnement, de la culture, ou à la promotion des langues officielles, etc. ?

Le Parti libéral du Canada reconnaît l'importance cruciale des capacités de lecture et d'écriture dans la société actuelle. Un gouvernement libéral travaillera en partenariat avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, ainsi



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

qu'avec les municipalités, pour intégrer dans les politiques sectorielles le développement des capacités de lecture et d'écriture et la formation en compétences essentielles, si cela s'avère pertinent. Cela inclura des engagements spécifiques, comme une augmentation annuelle de 200 millions de dollars du financement des provinces et territoires pour aider les Canadiennes et les Canadiens en dehors du marché du travail à obtenir les compétences de base en matière de lecture et de calcul pour avoir la chance de trouver un emploi décent. Nous investirons également de manière substantielle dans l'éducation des autochtones et les initiatives de formation à cet effet.

6. Appuyez-vous l'inclusion du financement de l'alphabétisation et du développement des compétences dans la caisse de l'Assurance-emploi et dans la Subvention canadienne pour l'emploi?

L'assurance-emploi est une politique sociale et économique essentielle, et doit faire beaucoup plus pour, d'une part, aider les Canadiennes et les Canadiens lorsqu'ils en ont besoin et, d'autre part, soutenir une main d'œuvre bien formée et hautement qualifiée. Nous collaborerons avec les provinces et les territoires pour assurer que ces nouveaux fonds soutiennent leurs priorités de formation et les initiatives qui ouvrent la voie à des emplois de qualité et développent les compétences recherchées par les employeurs pour faire croître notre économie.

Un gouvernement libéral procédera à une augmentation annuelle de 200 millions de dollars du financement des provinces et territoires pour former les travailleuses et travailleurs qui ne sont actuellement pas admissibles aux formations financées par le fédéral. Cela annulera les coupes faites par Stephen Harper en 2014 dans les ententes sur le marché du travail, qui visaient à aider les Canadiennes et les Canadiens en dehors du marché du travail à obtenir les compétences de base en matière de lecture et de calcul pour avoir la chance de trouver un emploi décent.

7. Allez-vous mettre en œuvre les engagements du Canada envers l'UNESCO et sur la scène internationale dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes (Cadre d'action Éducation 2030 de l'UNESCO (2015), la Recommandation sur le développement de l'éducation des adultes (2015), Cadre d'action de Bélem (2009), et la Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes 1997)?

Will you implement Canada's commitments to UNESCO and on the international stage in the fields of literacy and adult education (UNESCO's Education 2030 Framework for Action (2015), Recommendation on the Development of Adult Education (2015), Bélem Framework for Action (2009) and Hamburg Declaration on Adult Education (1997))? Pour que le Canada puisse améliorer à la fois son niveau de vie et sa compétitivité dans les années à venir, l'alphabétisation et l'apprentissage continu doivent devenir une priorité pancanadienne. La décision du gouvernement de M. Harper de réduire le financement à des organismes comme le Conseil canadien sur l'apprentissage et de renoncer à assumer son rôle dans l'apprentissage continu a compromis les deux. En matière de soutien à l'apprentissage continu et à l'alphabétisation des adultes, le gouvernement fédéral, en partenariat avec les provinces et territoires, a un rôle important à jouer. Aujourd'hui, trop de travailleuses et travailleurs canadiens cherchent à améliorer leurs compétences pour trouver un meilleur emploi, mais n'ont pas accès à la formation dont ils ont besoin. Un gouvernement libéral aidera les adultes à acquérir plus facilement les compétences supplémentaires dont ils ont besoin pour décrocher et conserver un bon emploi tout au long de leur vie active.

En outre, pour que le Canada retrouve sa position de leader sur la scène mondiale, nous devons respecter nos engagements internationaux et montrer l'exemple. En termes de mobilisation du soutien à l'éducation des adultes et d'apprentissage, le Canada a joué un rôle de leader depuis la première Conférence internationale sur l'éducation des adultes en 1949. Or, au cours de ces dernières années, le gouvernement fédéral s'est retiré de ce domaine essentiel. Le Parti libéral du Canada appuie les engagements historiques du Canada envers l'alphabétisation et l'éducation des adultes en avalisant le Cadre d'action Éducation 2030 de l'UNESCO (2015), tout comme sa Recommandation sur le



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

développement de l'éducation des adultes (2015), le Cadre d'action de Belém (2009) et la Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes (1997). Si nous reconnaissons que le domaine de l'éducation relève de la compétence provinciale et territoriale, nous sommes également convaincus que le gouvernement fédéral doit en faire plus pour veiller à la mise en œuvre de ces ententes importantes. Un gouvernement libéral collaborera avec d'autres paliers du gouvernement, notamment en fournissant des ressources essentielles, pour respecter les engagements internationaux du Canada en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes.



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

# RESDAC: Le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences

1. What are your commitments with regard to adult literacy and skills development?

It is critical that Canadians have the opportunity to improve their skills and work credentials, to help meet the needs of a modern economy and to ensure that Canadians have good-paying, middle class jobs. By investing in skills training for Canada's labour force, Liberals are not only correcting the mistakes of the Harper decade – we are building a country that gives everyone a real and fair chance to succeed. Canadians deserve the chance to build a better life for themselves and their families and a Liberal government will work with the provincial and territories to ensure they have the literacy and other basic skills needed to succeed.

A Liberal government will increase investment in skills training, through a \$750 million annual increase in funding for training programs delivered in partnership with the provinces and territories. This will include:

- A \$500 million annual increase in funding to the Labour Market Development Agreements with provinces and territories.
- A \$200 million annual increase in funding to be delivered by the provinces and territories and focused on training for workers who are not currently eligible for federal training investment. This will undo Stephen Harper's cuts in 2014 to the Labour Market Agreements, which help Canadians outside the labour market get the basic literacy and numeracy skills they need to find a decent job.
- Renewal and expansion of funding by \$50 million of the Aboriginal Skills and Employment Training Strategy
  (ASETS). This will be delivered on a Nation-to-Nation and distinctions-based approach, which respects the
  unique realities of First Nations, Inuit and the Métis Nation in the delivery of these programs and services to
  their communities.

In addition, we will invest \$25 million per year in training facilities, partnering with labour unions so that more facilities have the equipment they need to train workers across the country.

2. Will you commit to play a strong and positive leadership role in promoting literacy, according to federal jurisdiction? If so, how will this leadership be put into effect?

Put simply, in the 21st century, literacy is the foundation of opportunity. That is why the federal government must adopt a leadership role in developing strategies to improve literacy rates. While local agencies and provincial, territorial and Indigenous governments are best placed to deliver programming in this area, a Liberal government will offer support. We will provide a \$200 million increase in annual federal funding to be delivered by the provinces and territories help Canadians outside the labour market get the basic literacy and numeracy skills they need to find a decent job. We will also reengage in areas on federal jurisdiction, such as education and literacy programs for Indigenous communities.



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

3. Will your party commit to adopt measures that comply with constitutional obligations regarding the linguistic rights of Francophone Canadians who live in a minority context? If so, please provide concrete illustrations of this commitment.

Canada was built on the idea that Francophones should be able to feel at home in this country, regardless of the province in which they live. It is largely due to our duality that we have become a society in which people from diverse cultures, origins, and religions can come, live, and feel at home. A Liberal government will act to promote and safeguard our two official languages because they are the foundation of our identity. We strongly affirm Canadians' rights to use the official language of their choice. A Liberal government will make an iron-clad commitment that federal services will be delivered in full compliance with the Official Languages Act. We will also ensure judicial appointments to the Supreme Court are functionally bilingual.

Further, a Liberal government will look for opportunities to promote French language and culture, both in Québec and also for Francophones and francophone communities across the country. CBC/Radio-Canada is also a vital national institution that brings Canadians together, promotes and defends our two official languages, and supports our shared culture. Our public broadcaster reflects minority communities and is a vital voice throughout the country. The Harper government has cut \$115 million from CBC/Radio-Canada's annual budget, jeopardizing our public broadcaster's ability to fulfill its mandate. We will invest \$150 million in new annual funding for CBC/Radio-Canada, a commitment that reverses Harper's cuts and goes even further to ensure that our national broadcaster is able to prosper in today's media environment. We will work with CBC/Radio-Canada, and in consultation with the Canadian cultural community, on a new strategic plan that incorporates this renewed funding.

4. Are you willing to fund a stable infrastructure that will allow for the fulfillment of multiple functions such as information, innovation, research and sharing of expertise in the field of literacy and skills development?

Liberals understand the fundamental role that the not-for-profit sector plays in both policy development and program delivery for Canadians. The Liberal Party of Canada is committed to renewing the federal government's partnership with civil society.

A Liberal government will work in collaboration with non-governmental organizations, including adult education providers and researchers, to explore more effective ways to provide funding for the important work you do. Our party understands that we must improve funding delivery mechanisms to support the not-for-profit sector to achieve accountability, while at the same time providing adequate, predictable, and stable funding.

Please keep an eye on RealChange.ca for more details in the days to come.

5. Do you agree to integrate literacy and essential skills development into sectoral policies, where these aspects are relevant, such as, for example, employment policies, policies related to Aboriginal people, health, the environment, culture, and the promotion of official languages?

The Liberal Party recognizes the vital importance of literacy skills in ensuring success in today's society. A Liberal government will work in partnership with provincial, territorial, municipal and Indigenous governments to integrate literacy and essential skills development into sectoral policies, where relevant. This will include specific commitments such as a \$200 million annual increase in funding to be delivered by the provinces and territories help Canadians outside the labour market get the basic literacy and numeracy skills they need, as well as significant new investments in Indigenous education and training initiatives.



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

6. Do you support the inclusion of literacy and skills development funding in the Employment Insurance Fund and the Canada Job Grant?

Employment Insurance is a crucial social and economic policy – it must do a better job at both helping Canadians when they need it, and supporting a well-trained, highly skilled workforce. We will work with provinces and territories to ensure that these new funds support their training priorities, support initiatives that demonstrate real pathways to good quality jobs, and develop the skills that employers need to grow our economy.

A Liberal Government will provide a \$200 million annual increase in federal funding to be delivered by the provinces and territories focused on training for workers who are not currently eligible for federal training investment. This will undo Stephen Harper's cuts in 2014 to the Labour Market Agreements, which help Canadians outside the labour market get the basic literacy and numeracy skills they need to find a decent job.

7. Will you implement Canada's commitments to UNESCO and on the international stage in the fields of literacy and adult education (UNESCO's Education 2030 Framework for Action (2015), Recommendation on the Development of Adult Education (2015), Bélem Framework for Action (2009) and Hamburg Declaration on Adult Education (1997))?

Lifelong learning and literacy must become a Canada-wide priority to both enhance our standard of living and economic competitiveness in the years ahead because these skills are vital to ensuring employability and success in today's society. Harper government's decision to gut funding to organizations like the Canadian Council on Learning and abandon the federal role in lifelong learning has undermined both. The federal government has an important role to play, in collaboration with the provinces and territories, in supporting lifelong learning and adult literacy. Today, there are too many hard-working Canadians who are looking to upgrade their skills and find better jobs, but do not have access to the training that they require. A Liberal government will make it easier for adults to get the additional skills they need to acquire and retain good jobs throughout their working lives.

Moreover, for Canada to regain its leadership position on the world stage, we must live up to our international commitments and lead by example. Canada has been a leader in mobilizing support for adult education and learning since the First International Conference on Adult Education in 1949, however, in recent years the federal government has withdrawn from this critical area. The Liberal Party of Canada supports Canada's historic commitments to support literacy and adult education by signing on to UNESCO's Education 2030 Framework for Action (2015), the Recommendation on the Development of Adult Education (2015), the Bélem Framework for Action (2009) and the Hamburg Declaration on Adult Education (1997). While recognizing provincial and territorial jurisdiction in the area of education, we believe the federal government must do more to ensure implementation of these important accords. A Liberal government will work in partnership with other levels of government, including providing critical resources, to fulfill Canada's international commitments regarding literacy and adult education.